

Merci à anonyme6
membre du site devez-vous-fonctionnaire.fr
pour le partage de sa copie

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

rabattre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel (1)

(1) Rayer les mentions inutiles

Externe

Pour l'emploi de : Contrôleur des Finances Publiques 2021

Épreuve n° : 2

Matière : Economie

Date : 01/12/2020

Nombre d'intercalaires supplémentaires :

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Une autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation du crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codées à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

NOTE / 20

06,00

2 partie : Analyse de documents

2.1

ité d'un prix réside dans
é à s'adapter en fonction
ité du disponible du bien.
partie produite est importante,
coûts de production pourront être
impactant le prix final à la

Montée, on peut voir que
and le prix est élevé et la

programme de la T de 6 Septembre 2019
pour la du ménage par habitant
Européen en 2017.
Luxembourg se détache très
à en dépassant les 35 000 euros.
ark avec environ 29 000 €.

Première partie : Analyse de documents

Graphique n°1 :

L'élasticité d'un prix réside dans sa faculté à s'adapter en fonction de la quantité disponible du bien. Plus la quantité produite est importante, plus les coûts de production peuvent être réduits, impactant le prix final à la baisse.

Sur les 2 graphiques présentés, on peut voir que l'élasticité est à 0 quand le prix est élevé et la quantité faible.

Graphique n°2 :

Ce graphique est un histogramme daté de 6 Septembre 2019 et présentant le revenu disponible des ménages par habitant dans les pays de l'Union Européenne en 2017.

En première position, le Luxembourg se détache très largement des autres pays en dépassant les 35 000 euros. Il est suivi de Danemark avec environ 29 000 €.

La Suède dépense à peine les 25000 euros.

Le reste des pays de l'UE se placent sous la barre des 25000 euros, en tête l'Autriche.

La France se place en 9^{ème} position, derrière la Belgique et devant l'Allemagne et le Royaume-Uni.

La moyenne des 19 pays de la zone euro s'élève à environ 18000€ tandis que celle des 28 pays membres de l'UE est de 16000€ environ.

Plus de la moitié des pays de l'UE (17 au total) ont un revenu disponible des ménages par habitant inférieur à la moyenne des 28 pays de l'UE, soit moins de 16000€ environ.

Parmi eux, 12 pays ne dépassent pas la barre des 10 000€. On trouve principalement les pays de l'Est comme la Pologne, la Hongrie ou la Bulgarie mais aussi la Roumanie qui a le plus faible revenu.

Deuxième partie: Questions de connaissance

Question n°1:

L'utilité marginale d'un bien correspond aux besoins satisfaits de ce bien qui ne répondent pas à ceux pour lequel il a été initialement créé. Ce sont les besoins variés du bien, non prévus lors de sa conception.

Question n° 2 :

La croissance endogène de Paul Romer est caractérisée par différents facteurs internes à la croissance d'un pays. Tout d'abord, le PIB qui résulte de la production des richesses à l'intérieur d'un pays.

Troisième partie : discussion

La crise financière de 2007-2008, à laquelle s'ajoute la crise sanitaire de 2020, a entraîné de nombreux Français à épargner.

Bien que son taux d'intérêt soit relativement faible, les Français renflouent autant que possible leur Livret A qui demeure le mode d'épargne le plus plébiscité.

Si l'épargne a le bénéfice de rassurer ceux qui y ont recours, se positionne-t-elle toutefois comme un vecteur potentiel de la croissance économique ?

En épargnant leur argent, les Français investissent leurs fonds auprès des banques. Ces derniers sont alors dans

les épargneurs de leurs clients pour, elle-même, investir dans des projets financiers.

Si la banque restait en tant que seule prêteuse placemante de leurs clients, l'équilibre financier reste assuré.

De même, en épargnant, les Français cherchent de se constituer une épargne durable, nécessaire pour l'habilitation de projets futurs. C'est cette épargne qui leur permettra l'acquisition de biens chers et à forte valeur ajoutée (immobilier, etc.).

De fait cet même bien qui leur permettrait de s'élever dans la société et de sortir de la précarité. En ce sens, l'épargne est bénéfique à la croissance puisqu'elle contribue à améliorer le niveau de vie des personnes et leur confort. En ayant un logement ou un véhicule acheté grâce à son épargne, on peut plus facilement trouver un emploi et s'intégrer dans le marché du travail, un facteur indispensable de la croissance économique d'un pays.

Toutefois, si épargner permet d'anticiper des projets futurs sur le long terme, cela signifie aussi ne pas dépendre de l'immédiat. Le fait que les Français hésitent à plusieurs fois et se questionnent davantage sur l'utilité d'un bien avant de l'acheter pose quelques contraintes.

Des derniers mois de confinement où on a vu les conséquences dramatiques sur l'économie de l'impossibilité d'effectuer des achats dans les commerces. Tous les secteurs de commerce en ont pâti et ont du réaliser d'urgence pour faire perdurer l'acte d'achat d'une autre manière : ventes en ligne, click and collect.

L'État a ainsi dû débloquer des aides pour soutenir les entreprises. Cette "épargne forcée" a eu des conséquences directes et négatives pour la croissance économique.

Pour conclure, l'épargne reste favorable à la croissance économique tant qu'elle demeure rationnelle et qu'elle ne constitue pas un frein aux achats et aux dépenses obligatoires nécessaires à la santé financière de tous les secteurs de l'économie, de l'industrie et des services.